

## Le portrait du lundi

### **Eric Zipper, un Colmarien qui veut aider son prochain**

*le 19/11/2012 à 05:00 par Thierry Martel*

---

**Investi depuis très longtemps dans le Spéléo secours français, le Colmarien Éric Zipper est depuis plus de six mois président de l'ONG Corps mondial de secours.**

Dans le domaine du secourisme, le CV d'Eric Zipper, 48 ans, est impressionnant. Il ne tient d'ailleurs pas sur une page A4. Et depuis le mois d'avril de cette année, il comporte une nouvelle ligne, et pas la moins prestigieuse : il a été élu président du Corps mondial de secours (CMS). Cette ONG, qui existe depuis plus de 40 ans, rassemble quelque 120 personnes (maître-chien, infirmier, médecin, spéléologues, etc.) prêtes à se rendre très rapidement dans un pays touché par une catastrophe naturelle, ou industrielle.

Cela fait longtemps que le Colmarien, qui vit maritalement et a deux enfants, est animé par cette « réelle envie d'aider [son] prochain ». « C'est un moteur pour avancer, ajoute-t-il. On valorise le temps que l'on a à passer sur terre. » Pourtant, celui qui a déjà été président national du Spéléo secours français n'avait pas spécialement prévu de présider l'ONG. « Quand je suis entré au CMS, c'était pour être celui qui creuse, qui va dans les décombres », dit-il. Aussi, une des conditions pour qu'il accepte d'être président était de pouvoir continuer à aller sur le terrain. Pas question pour lui de rester à la cellule de base arrière, à Paris, quand une équipe du CMS part en mission. Avec l'ONG, il a déjà porté assistance aux Thaïlandais (après le tsunami de décembre 2004) et aux Haïtiens (après le tremblement de terre de janvier 2010).

« Quand un pays est touché par une catastrophe naturelle, le CMS fait une offre d'aide, souvent via une ambassade, explique Eric Zipper. Quand on a l'autorisation du pays, on cherche à identifier un besoin sur lequel on peut intervenir. » Lors du tremblement de terre en Haïti, le CMS avait refusé d'aller à Port-au-Prince, « saturé d'ONG ». Sur indication de l'Onu, les secouristes français allèrent donc à Jacmel. C'est là qu'ils sauveront une fillette, retrouvée vivante sous les décombres.

En mars 2011, les membres du Corps mondial de secours étaient prêts à partir à Fukushima après le tremblement de terre et le tsunami. Jusqu'à ce qu'ils apprennent que la centrale nucléaire était touchée. « Ça, on ne sait pas faire », souligne le Colmarien. D'autres pays, comme les États-Unis (après les tempêtes Katrina ou Sandy), ne font pas de demande d'aide internationale.

Une fois que l'ONG a décidé d'intervenir, elle envoie un message à ses membres afin de savoir celles et ceux qui peuvent se mobiliser : « Tous sont bénévoles et doivent s'arranger avec leurs employeurs. » Une fois en pré-alerte, le secouriste a huit heures pour rejoindre le point de ralliement, très souvent fixé dans un aéroport parisien. « Nos missions durent de deux à trois semaines maximum », précise Eric Zipper. Une cellule de base arrière est installée à Paris et fait le lien entre les secouristes et leur famille restée en France.

Maintenant qu'il est à la tête du CMS pour trois ans, le Colmarien se dit prêt à relever « un challenge intéressant ». Il s'est fixé plusieurs objectifs. « Finir d'organiser le Corps mondial de secours au niveau opérationnel. » Le nouveau président souhaite que plusieurs personnes soient capables de faire décoller une mission, alors que pour l'instant, il n'y en a qu'une seule qui peut le faire. Le quadragénaire cherche également à élargir le champ des compétences de l'ONG. « On a recruté des photographes afin qu'ils puissent nous accompagner et témoigner », dit-il. Et comme il n'est pas possible de tout trouver dans cette association, le Colmarien espère pouvoir trouver

des partenariats avec différentes entreprises. « Comme une société de transports qui accepteraient de nous véhiculer jusqu'à un aéroport », avance-t-il.

L'un des chantiers les plus importants de son mandat est le volet financier. « J'aimerais assurer une stabilité à l'association », confie-t-il. Actuellement, le CMS dispose d'un carnet de donateurs qui peuvent être sollicités quand il y a une mission. « Mais il faudrait que l'on puisse avoir une réserve de trésorerie de 100 000 €, ce qui nous permettrait d'assurer deux missions », détaille-t-il. En 2010, la mission en Haïti avait coûté 42 000 €, pour 17 personnes restées 14 jours sur place. « Il faut savoir que nous sommes totalement autonomes : nous partons avec notre matériel, des tentes, de la nourriture, de l'eau, etc. » Une des principales dépenses est justement le fret de tout ce matériel. Pour Haïti, son coût était d'environ 20 000 €. Eric Zipper est donc à la recherche d'un ou de plusieurs mécènes. « S'il pouvait être alsacien, ce serait bien », glisse-t-il. Le président aimerait également pouvoir s'appuyer sur un budget de fonctionnement de 20 à 30 000 €, pour acheter du matériel ou défrayer les membres qui vont se former. « Très souvent, les membres payent de leur poche le matériel que l'on utilise en mission », constate le Colmarien.

Enfin, il va travailler la communication du CMS. Auprès des deux ministères avec lesquels ils sont en relation – l'Intérieur et les Affaires étrangères –, mais aussi du grand public. « Sur le terrain, si tu n'es pas clairement identifié, tu peux bosser super bien, on te prend quand même pour un charlot », assure Eric Zipper.

*le 19/11/2012 à 05:00 par Thierry Martel*